

« Non »

au référendum de Michel

Des référendums sur les grands choix de société? Même dans la majorité, l'idée du Premier ne fait pas l'unanimité.

Le fossé se creuse entre politiques et citoyens. Le constat est partagé par les politologues et les responsables des partis traditionnels. Ce week-end, Charles Michel a lancé une piste pour « renforcer le lien avec le citoyen ». Le Premier propose « un système de référendums sur des choix de société im-

portants. Pour ouvrir le débat. A des moments charnières, le véritable pouvoir doit revenir aux citoyens ».

Sans surprise, la proposition de Charles Michel a été fraîchement accueillie par l'opposition. Benoît Lutgen juge que « c'est le propos de quelqu'un aux abois, qui cherche une parade ».

Mais au sein même de la majorité, l'idée du Premier laisse de glace. Car si le VLD se dit « ouvert au débat », les nationalistes flamands expliquent, eux, que « la N-VA n'est pas partisane du référendum. Pour nous, c'est le scrutin qui désigne les représentants de la démocratie et c'est à eux seuls que revient la respon-

sabilité de prendre les décisions pour lesquelles le peuple les a élus ». ■

Référendums sociétaux : l'idée du Premier fait flop

- Le fossé entre le citoyen et ses élus ne cesse de se creuser.
- Le politique évalue les risques d'un bras de fer entre la rue de la Loi et la loi de la rue.
- La preuve par le Premier ministre.

Le chef du gouvernement l'a concédé ce week-end, dans une interview accordée au *Standaard*. « Oui, nous devons faire attention. Une partie de la population se demande si notre modèle politique est encore tenable. C'est la raison pour laquelle nous devons réfléchir à la manière de renforcer le lien avec le citoyen. Le modèle actuel, celui d'un scrutin tous les quatre ans, n'est peut-être pas suffisant pour créer la confiance et la participation. » Quel modèle alors ? « Nous devons aller vers un système de référendums sur des choix de société importants. Pour ouvrir le débat. A des moments charnières, le véritable pouvoir doit revenir aux citoyens. »

En 2013, en qualité de président du MR, il avait déjà plaidé pour plus de démocratie directe, notamment en acceptant l'idée

d'un tirage au sort de citoyens, dans le but d'une meilleure organisation de la démocratie et d'une prise en compte plus large de la société civile. Mais la sortie du Premier ministre, en ces heures chahutées par les mouvements sociaux, n'est pas anodine.

Le non polaire de la N-VA

Même si, assure-t-on à son cabinet, Charles Michel s'est exprimé à titre personnel, ses propos ne sont pas passés inaperçus. Et ont été accueillis avec ironie dans l'opposition – c'est son rôle – et rejetés avec froideur au sein de sa propre majorité – c'est un peu plus gênant.

par la voix de Patrick Dewael, chef de groupe à la Chambre, se dit « ouvert au débat. Un débat qui offre plus de participation aux citoyens est positif pour la démocratie. Les libéraux ont d'ailleurs toujours cette idée de consultation populaire ou de référendum à l'échelon régional. Mais un référendum n'est pas réalisable sous cette législature à l'échelon fédéral ». Comme tweetait dimanche le constitutionnaliste de l'UCL Marc Verdussen : « Voilà une idée à laquelle personne n'a jamais pensé. Le Constituant non plus. »

Plus embarrassant : les deux autres alliés gouvernementaux,

le CD&V et la N-VA, ne partagent pas sa vision. Très loin de là. Wouter Beke, le président du CD&V, nous confie : « Dans un référendum, on obtient souvent une réponse des citoyens à une question qui ne leur a pas été posée. Lors du référendum aux Pays-Bas sur l'accord d'association entre l'Union et l'Ukraine, on a assisté à une victoire du « non » à l'Europe. Ce n'était pas la question posée. Les référendums existent en Flandre et mon parti y est favorable. Mais je me pose de sérieuses questions sur son bien-fondé à l'échelon fédéral. La meilleure manière de détendre les crispations qui agitent

le pays, c'est la concertation et la prise de responsabilités des acteurs syndicaux. »

La réaction des nationalistes est plus polaire encore : « La N-VA n'est pas partisane du référendum. Pour nous, c'est le scrutin qui désigne les représentants de la démocratie et c'est à eux seuls que revient la responsabilité de prendre les décisions pour lesquelles le peuple les a élus. »

Les railleries de l'opposition

Dans l'opposition francophone au pouvoir en Wallonie, la proposition est descendue à la sulfateuse par Elio Di Rupo, le président du PS : « A l'heure où l'ab-

sence de concertation sociale nuit à la stabilité du pays, j'invite le Premier à mettre immédiatement en œuvre cette idée en soumettant à la population les questions suivantes : êtes-vous d'accord de porter l'âge de la pension légal à 67 ans ? De mettre fin au principe de la semaine de travail de 38 heures ? De poursuivre l'activité des centrales nucléaires actives dans notre pays ? De réduire de plus de 2 milliards la dotation de la SNCB ? Ces questions concernent, par essence, des "choix sociétaux importants" posés par le gouvernement. Ils l'ont pourtant été sans dialogue et sans vision d'avenir. »

Même réaction au CDH, où le président Benoît Lutgen nous affirme : « C'est le propos de quelqu'un aux abois, qui cherche une parade. Charles Michel ne doit pas confondre la méfiance de la population à l'égard de son gouvernement avec des choix sociétaux. Son gouvernement n'a plus la majorité au Parlement (selon notre dernier sondage, NDLR). Ce qu'on lui demande, c'est d'activer la concertation et le dialogue social. Cela ne relève ni de choix sociétaux ni de la mise en place d'un référendum, qui est de toute manière impossible aujourd'hui en Belgique. » ■

DIRK VANOVERBEKE

diagonale Bon sang ne saurait mentir

Le 7 juin 1999, Louis Michel, le président du PRL-FDF-MCC, lance une bouteille bleue à la mer. Le père de l'actuel premier ministre signe une lettre intitulée : « *Lettre aux Citoyens de mon pays* ». Cette lettre est envoyée quelques jours avant les élections fédérales qui rejettent les démocrates-chrétiens et Jean-Luc Dehaene dans l'opposition. Ce scrutin ouvre la voie au gouvernement arc-en-ciel (libéraux-socialistes-écologistes) emmené par Guy Verhofstadt. Louis Michel en sera l'architecte et le ministre des Affaires étrangères lui qui rêvait d'en être le chef de file. Ce parfait bilingue avait

d'ailleurs réalisé quelques semaines plus tôt un Tour des Flandres dans la peau d'un candidat Premier. Que dit-il dans cette lettre ? Il épingle « *le désintérêt des citoyens pour la chose publique. La population, constate-t-il, se désintéresse du débat politique et des enjeux de société. Les dossiers apparaissent de plus en plus déshumanisés, complexes, abstraits et finalement inutiles. Ce ne sont plus que "des querelles de politiciens". Le citoyen ne se reconnaît plus dans la classe politique et estime que, quel*

que soit son vote, ce sont toujours les mêmes qui gouvernent sans tenir compte de son avis ». Face à ce constat, le père du Premier ministre livre sa solution : restaurer un véritable fonctionnement démocratique. Comment ? « *Ma conviction est la suivante, pour*

suit Louis Michel : un gouvernement est dans l'incapacité d'assurer correctement les missions de l'Etat s'il ne dispose pas de

l'adhésion lucide et volontaire de la population. » Et ici, la phrase prend tout son sens à la lumière de ce que traverse son fils, le chef de l'actuelle coalition suédoise, en proie à la fois aux manifestations et aux grèves wallonnes et à la sous-représentation de son propre parti (entre 20 et 25 % à tout casser) dans la population francophone. « *Un premier ministre, souligne Louis Michel, doit avoir la pleine assurance qu'il porte le choix des citoyens et qu'il peut et doit légitimement agir en conséquence. A défaut, toute politique sera partielle, voire partielle et donc arbitraire et inefficace.* »

L'homme fort de Jodoigne enfonce le clou dans cette lettre distribuée à deux millions d'exemplaires. Il dit vouloir octroyer au citoyen le pouvoir du dernier mot et forcer le débat afin de le faire adhérer au nouvel Etat. Il avance sa première piste : « *l'instauration du référendum et de la consultation populaire sur les grands choix de société.* »

Dix-sept ans plus tard, son fils Charles suggère d'organiser un référendum sur les choix sociétaux importants. On ne sait si c'est le fils qui s'est inspiré du père ou si le père a conseillé le fils. En attendant, bon sang ne saurait mentir. ■

DIRK VANOVERBEKE